



**GT2. Impact de la crise économique mondiale sur les Amériques**  
**30 Août - 1 Septembre, 2012. Ville de Panama, Panama**

**Impact de la crise économique mondiale dans les Amériques :  
l'effet de la Chine<sup>1</sup>**

**Otton Solís Fallas**

*À la fin de l'année 2008, et surtout au cours de 2009, l'économie mondiale a subi une grave crise et a brusquement vu s'achever le « boom » qu'elle connaissait depuis 2003. Les principales économies de la région située au sud du Rio Grande avaient capitalisé la croissance de l'économie mondiale par le biais de leurs marchés d'exportations.*

*La crise, qui a continué d'avoir des conséquences sur les économies les plus développées, a été surmontée avec succès dans la région. Des mesures fiscales et monétaires anticycliques ont été mises en œuvre et ont contribué à atténuer la crise.*

*Le critère général est que l'Amérique latine a connu un rendement acceptable à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle. Cette situation se démontre par les taux de croissance relativement élevés pendant les années précédant la crise et par leur rapide amélioration, par la réduction de l'inflation et par l'équilibre, voire l'excédent, du compte courant du solde des paiements, par l'accumulation de réserves internationales et par la réduction du chômage, des inégalités et de la pauvreté.<sup>2</sup>*

*La plupart des analystes qui s'intéressent à l'avenir de la région estiment que cette bonne performance est due à la mise en œuvre de mesures macroéconomiques et structurelles incorporées dans ce qu'on appelle le consensus de Washington. Cependant, comme nous l'avons suggéré dans ce texte, cette explication est insuffisante. Les pays identifiés avec ce type de mesures et ceux qui sont enclins à la nationalisation et rejettent la mondialisation fondée sur la libéralisation des marchés ont connu un rendement satisfaisant.*

*Par conséquent, pour mieux comprendre les caractéristiques de l'économie de la région, il faut analyser d'autres facteurs. Selon l'auteur de cette présentation, le principal facteur est la présence croissante de l'économie chinoise comme demandeur de biens, en particulier de matières premières, dans la région.*

*Dans la dernière partie de cette présentation, nous explorons les dangers potentiels de la primarisation de la structure des exportations qui a caractérisé l'intensification des relations commerciales avec la Chine.*

**Impact de la crise sur l'Amérique au sud du Rio Grande**

La crise économique qui a commencé à se manifester en 2008 dans certaines des principales économies de la planète a été la plus grave depuis la Grande Crise des années 30. La crise a eu un impact différent dans les économies de la région. Tous les pays ont connu les avantages du cycle de croissance rapide qui a commencé dans le monde en 2003 et qui a duré jusqu'en 2008. À l'exception des pays comme le Chili, dont la croissance a atteint un taux moyen de 7 % au cours des dernières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, la région n'a pas connu de croissance satisfaisante et continue de la sorte pendant plus de cinq ans

<sup>1</sup> Préparé par Otton Solís Fallas pour être présenté lors de la session de ParlAmericas, tenue dans la ville de Panama, du 30 août au 1<sup>er</sup> septembre 2012.

<sup>2</sup> Dans un excès d'optimisme, certains ont fait référence à cette première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle comme étant « La décennie de l'Amérique latine ». Voir par exemple InterAmerican Dialogue 2012, p 3.

depuis la période 1950-1980, alors que de nombreux pays ont joui des profits de la prospérité mondiale de l'après-guerre et des politiques d'industrialisation par substitution aux importations.

Le tableau 2 démontre que, pendant les quelques années antérieures à la crise, des taux de croissance du PIB supérieurs à 7 % ont été enregistrés pour les trois régions analysées et que le chômage connaissait une tendance à la baisse.

**Tableau 1 : PIB et chômage en Amérique latine 2001-2011<sup>3</sup>**

	Année	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11
<b>Am. lat.<sup>a</sup></b>	Δ PIB	0,7	-0,8	2,5	7,3	6,2	6,7	6,8	5,1	-0,9	5,9	5,7
	Chôm.	11,7	12,5	12,4	11,3	10,1	9,0	8,2	7,9	9,0	8,4	7,8
<b>AC+DO<sup>b</sup></b>	Δ PIB	1,9	3,2	3,1	4,0	5,9	7,1	7,1	4,4	0,2	4,8	4,0
	Chôm.	8,2	8,4	8,6	8,5	8,0	7,1	6,4	6,0	s.o.	s.o.	s.o.
<b>Caraïbes<sup>c</sup></b>	Δ PIB	1,3	2,9	4,6	2,7	3,8	6,6	2,8	0,7	-3,3	-0,4	s.o.

<sup>a</sup>Économies qui produisent 93 % du PIB régional (Brésil, Argentine, Chili, Colombie, Mexique, Pérou et Venezuela)

<sup>b</sup>Amérique centrale et République dominicaine

<sup>c</sup>Les Bahamas, la Barbade, Haïti, Jamaïque et Trinité-et-Tobago

Le tableau 1 démontre que dans les pays ayant les plus grandes économies (Brésil, Argentine, Chili, Colombie, Mexique, Pérou et Venezuela) et qui représentent 93 % du PIB régional, le PIB a récupéré son rythme de croissances après une année seulement de recul (2009). Les taux moyens de 2010 et 2011, de près de 6 %, sont encore plus élevés que ceux habituellement indiqués dans ce groupe de pays au cours des trois dernières décennies. Il est intéressant de noter que l'expérience de ces pays ne reflète pas les difficultés que l'Union européenne, les États-Unis et le Japon continuent à subir pour se sortir de la crise. Les principales économies d'Amérique latine ont non seulement rompu avec la crise qui se poursuit dans le monde développé, mais elles ont également prolongé la durée de leur cycle de croissance.

Dans le cas de l'Amérique centrale et de la République dominicaine, et du groupe des pays des Caraïbes qui figurent dans le tableau 2, l'évolution après-crise, en particulier dans le cas du second groupe, a été moins satisfaisante, bien que l'Amérique centrale semble avoir retrouvé son taux de croissance historique annuel d'environ 4 % à partir de 2009.

## **Les causes de l'impact bénin de la crise sur les principales économies de la région**

### *a) Le rôle des réformes structurelles favorables à la mondialisation*

Depuis 2003, il était clair que la plupart des économies de la région progressaient à un rythme plus rapide que la normale (à l'exception peut-être du Chili, seul pays à avoir connu des taux de croissance moyen de plus de 6 % depuis les années 80). L'explication qui prévaut pour cette expérience réussie ainsi que pour le fait d'avoir surmonté sans trop de difficultés la crise dans la plupart des pays, met l'accent sur les réformes structurelles macro-économiques mises en œuvre en réponse à l'épuisement du modèle de type « CEPALC » d'industrialisation par substitution aux importations. Par exemple, une étude réalisée par l'OCDE et la CEPALC conclut que « l'Amérique latine et les Caraïbes ... ont mieux résisté aux effets de la crise économique et financière grâce à une gestion macro-économique responsable et aux réformes structurelles entreprises au cours de ces dernières années<sup>4</sup> ».

<sup>3</sup> Banque interaméricaine de développement, "Latin American and Caribbean Macro Watch Data Tool", <http://www.iadb.org/en/research-and-data/statistics-and-databases.3161.html>.

<sup>4</sup> CEPALC et OCDE, p. 7.

Cette explication fait référence à des réformes de type consensus de Washington qui visent à ouvrir l'économie, à privatiser les entreprises publiques, à simplifier les procédures, à améliorer les droits de propriété, à libéraliser les prix et à assainir les finances publiques, entre autres.

Il est difficile de regrouper les pays en fonction de leur identification aux différentes écoles de pensée, surtout parce que certaines politiques économiques et certains ajustements de nature structurelle ne portent pas fruit à court terme. Certains pays qui, pendant la dernière décennie, ont été gouvernés par une idéologie de centre-gauche, pourraient jouir d'une situation économique favorable qui ne serait pas nécessairement due aux réformes mises en œuvre pendant leur mandat, mais par des réformes mises en œuvre par les gouvernements précédents, possiblement identifiés au consensus de Washington. D'où la conclusion qu'attribuer des résultats économiques obtenus dans le cadre d'une courte période à l'idéologie dominante pendant cette dernière ne constitue pas toujours la meilleure approche.

Toutefois, puisque que les organismes financiers internationaux et d'autres secteurs identifiés au consensus de Washington ont attribué de bons résultats économiques avant et après la crise des pays de la région aux ajustements structurels et à la politique économique qui en découlent<sup>5</sup>, il est pertinent d'établir cette comparaison.

Dans le tableau 2 sont présentés les taux de croissance du PIB à partir de l'année 2003 et les pays sont regroupés selon le niveau d'adoption de politiques macro-économiques et structurelles découlant du consensus de Washington (CW) ou de leur identification à la gauche économique qui figure au sein de l'ALBA. Dans le groupe CW, cinq pays sont réunis, à savoir la Colombie, le Chili, le Mexique, le Salvador et le Costa Rica. Le groupe ALBA comprend également cinq pays : l'Équateur, le Nicaragua, le Venezuela, l'Argentine et la Bolivie.

Comme le tableau le démontre, on peut en conclure que la réussite dans la gestion de la crise n'est pas liée à la mesure par laquelle les pays ont adopté les réformes du consensus de Washington. Au contraire, il semble que le rendement économique (du moins en ce qui concerne la croissance du PIB) des pays de la région pendant la période (pré-crise, crise et après-crise) a été meilleur dans le groupe ALBA que dans le groupe le plus près du modèle du consensus de Washington.

**Tableau 2 : Fluctuations du PIB et idéologie économique<sup>6</sup>**

Année	03	04	05	06	07	08	Moyenne 03-08	09	10	11	Moyenne 10 et 11
<b>Pays</b>								<b>Crise</b>			
<b>Colombie</b>	3,9	5,3	4,7	6,7	6,9	3,5	5,2	<b>1,7</b>	4	5,9	5
<b>Chili</b>	3,9	6	4,3	5,7	5,2	3,3	4,7	<b>-1</b>	6,1	6	6,1
<b>Mexique</b>	1,4	4,1	3,2	5,2	3,3	1,2	3,1	<b>-6,2</b>	5,5	3,9	4,7
<b>El Salvador</b>	2,3	1,9	3,6	3,9	3,8	1,3	2,8	<b>-3,1</b>	1,4	1,5	1,5
<b>Costa Rica</b>	6,4	4,3	5,9	8,8	7,9	2,7	6	<b>-1</b>	4,7	4,2	4,5
<b>Moyenne</b>	<b>3,6</b>	<b>4,3</b>	<b>4,3</b>	<b>6,1</b>	<b>5,4</b>	<b>2,4</b>	<b>4,4</b>	<b>-1,9</b>	<b>4,3</b>	<b>4,3</b>	<b>4,3</b>
<b>Brésil</b>	1,1	5,7	3,2	4	6,1	5,2	4,2	<b>-0,3</b>	7,5	2,7	5,1
<b>Moyenne</b>	<b>1,9</b>	<b>9,1</b>	<b>6,8</b>	<b>6,4</b>	<b>5,5</b>	<b>5,6</b>	<b>5,9</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>5,5</b>	<b>4,8</b>
<b>Équateur</b>	3,3	8,8	5,7	4,8	2	7,2	5,3	<b>0,4</b>	3,6	4,8	4,2
<b>Nicaragua</b>	2,5	5,3	4,3	4,2	3,6	2,8	3,8	<b>-1,5</b>	4,5	4,7	4,6
<b>Venezuela</b>	-7,8	18,3	10,3	9,9	8,8	5,3	7,5	<b>-3,2</b>	-1,5	4,2	1,4
<b>Argentine</b>	8,8	9	9,2	8,5	8,7	6,8	8,5	<b>0,9</b>	9,2	8,9	9,1
<b>Bolivie</b>	2,7	4,2	4,4	4,8	4,6	6,1	4,5	<b>3,4</b>	4,1	5,1	4,6

<sup>5</sup> Par exemple, Didier, Hevia y Schumkler, 2011.

<sup>6</sup>Banque mondiale, "World Data Bank", <http://databank.worldbank.org/ddp/home.do>.

## b) L'effet de la Chine

Les données ci-dessus indiquent la nécessité de trouver d'autres facteurs pour expliquer le léger impact et la rapide amélioration, au moins partielle, de la crise dans les principales économies de la région.

Pour ce faire, il est nécessaire de se rappeler que l'augmentation, même légère, des taux de croissance des États-Unis, de l'UE et du Japon au cours des six années antérieures à 2009, a permis à elle seule aux pays de la région d'accroître leurs exportations. Comme le démontre le tableau 3, les exportations latino-américaines vers l'Union européenne et vers l'Amérique du Nord ont augmenté de 242 % et de 148 % respectivement de 2001 à 2011. Sur le plan des résultats annuels, les exportations totales ont atteint 14,7 %, bien qu'entre 2008 et 2009, elles ont diminué de 23 %.

**Tableau 3 : Exportations de l'Amérique latine par régions et pays de destination<sup>7</sup>  
2002-2011\***

	2001	2008	2009	2011	Δ 01-11	Δ Annuel
<b>Union européenne</b>	35,081	108,801	77,915	120,015	242,1 %	13,1 %
<b>Amérique du Nord</b>	73,158	172,420	117,378	181,385	147,9 %	9,5 %
<b>Total</b>	190,653	609,638	470,320	749,983	293,4 %	14,7 %
<b>Chine</b>	4,898	44,086	47,589	87,345	1683,3 %	33,4 %

\* Millions de dollars

Dans la dernière rangée du tableau figurent les chiffres relatifs aux exportations vers la Chine. Partant d'un chiffre relativement faible en 2001, soit moins de 5 milliards de dollars — elles ont augmenté de 33,4 % par an pour atteindre un total de 87,345 milliards de dollars en 2011. La croissance cumulée au cours de ces dix années atteignait 1683 %. On remarque que même pendant la pire année de la crise, les exportations ont augmenté d'environ 8 %, ce qui est inférieur à la moyenne de la période, mais qui a sûrement soulagé de nombreux exportateurs de la région<sup>8</sup>.

Ainsi, l'importance croissante de la Chine est devenue évidente pendant la crise. Les politiques anticycliques mises en place par le gouvernement chinois sont devenues un « contrepoids allégeant le fardeau de la récession que traversaient les États-Unis et l'Europe<sup>9</sup> ».

L'augmentation extraordinaire des exportations vers la Chine est liée à la croissance rapide de son économie (tableau 4).

**Tableau 4 : PIB et chômage en Chine  
2001-2011<sup>10</sup>**

	Année	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11
<b>Chine</b>	<b>Δ PIB</b>	8,3	9,1	10,0	10,1	11,3	12,7	14,2	9,6	9,2	10,4	9,1
	<b>Chôm.</b>	3,6	4,0	4,3	4,2	4,2	4,1	4,0	s.o.	4,3	4,2	4,3

Grâce aux résultats ci-haut, on peut donc conclure que c'est l'augmentation de la demande mondiale de produits disponibles de la région qui a permis à la plupart des pays au sud du Rio Grande d'atténuer l'impact de la crise, et non les prétendues réformes favorables au marché mises en œuvre dans les pays d'Amérique latine. Cette situation explique le meilleur rendement des pays les moins favorables à ce type de réformes par rapport aux pays qui se sont identifiés à ces réformes. En regardant le rendement des

<sup>7</sup>Organisation mondiale du commerce, base des données statistiques, <http://stat.wto.org/StatisticalProgram/WSDBViewData.aspx?Language=E>.

<sup>8</sup>Voir 2011.

<sup>9</sup>BID 2010, p. 7.

<sup>10</sup>Banque mondiale, "World Data Bank", <http://databank.worldbank.org/ddp/home.do>.

économies des Caraïbes et de d'Amérique centrale (tableau 2), il est clair que leur croissance au cours de la période analysée ici, et surtout après la crise, n'est pas aussi dynamique que celle des pays du reste de la région. Dans l'ensemble, la région d'Amérique centrale et la République dominicaine n'ont pas de ressources naturelles ou de matières premières dont le marché chinois a besoin<sup>11</sup>, une réalité qui se reflète dans l'évolution des termes de l'échange de cette sous-région.

Comme l'indique le tableau 5, l'indice des termes de l'échange de ces économies a accumulé une baisse de 15 % entre 2000 et 2011. Par ailleurs, l'indice des prix des exportations affiche des changements irréguliers et minimes. Cela est vrai, surtout lorsque l'on compare ces données avec celles qui correspondent aux sept principales économies de la région. Le tableau 9 démontre que dans ce cas, l'indice de prix à l'exportation a augmenté à des taux qui équivalent au triple des taux indiqués dans le tableau 5. Par ailleurs, les grands pays ont connu une amélioration de 75 points dans les termes de l'échange au cours de la même période.

Ainsi, l'impact du dynamisme des exportations chinoises pour absorber les exportations d'Amérique centrale et des Caraïbes a été plus faible, ce qui explique en partie les difficultés majeures de ces pays à surmonter la crise.

**Tableau 5 : Amérique centrale et République dominicaine : évolution des prix des exportations et des termes de l'échange**

Année	Indice prix	Indice termes échange
2001	-8	-3,9
2002	-1,1	-0,9
2003	-0,4	-4,1
2004	4,9	-2,3
2005	5,4	-1,9
2006	3	-2,7
2007	4,1	-1,4
2008	6,8	-5
2009	-3,9	8,1
2010	6,1	-1,5
<b>Accumulé termes échange</b>		<b>-15</b>

### **Conséquences sur la structure des exportations : la *primarisation***

Compte tenu de l'importance relative croissante du marché chinois (tableau 3) concernant les exportations régionales, la structure des ventes à l'étranger a changé en faveur des produits primaires. Comme l'indique le tableau 6, entre 2000 et 2010, les exportations de produits primaires en provenance du Mercosur et de la Communauté andine ont augmenté de 327 % et 298 %, respectivement. Ces chiffres sont sensiblement plus élevés que ceux qui correspondent aux exportations de produits manufacturés, qui ont augmenté de 130 % et 109 %, respectivement.

<sup>11</sup>Comme l'affirme Koleski en 2011 : "In the past ten years, trade between China and Latin America has skyrocketed due to China's enormous demand for new sources of natural resources and untapped markets for Chinese companies and brands. From 2000 to 2009, annual trade between China and Latin American countries grew more than 1,200 percent from \$10 billion to \$130 billion based on United Nations statistics. This rapid growth has led China to designate Brazil, Mexico, Argentina, and Venezuela as its strategic partners in the region and to emerge as Latin America's third largest trading partner. Nevertheless, overall trade with China remains small, roughly one-quarter of the region's total trade with the United States, and is highly concentrated in resource-rich countries. For more manufacturing-based economies in Latin America, particularly Central America, trade with China has been less beneficial as China begins to compete with these countries both at home and abroad in industries such as textile manufacturing".

**Tableau 6 : Évolution de la structure des exportations\* du Mercosur et de la Communauté andine**

	Année	2000	2010	Δ 00-10
<b>Mercosur**</b>	Primaires	41,3	176,5	327 %
	Industriels	41,3	95	130 %
<b>Communauté andine***</b>	Primaires	17,6	70,2	298 %
	Industriels	5,1	10,6	109 %

\*Milliards de dollars.

\*\*Brésil, Argentine, Paraguay et Uruguay.

\*\*\*Bolivie, Colombie, Équateur et Pérou.

Source : OMC. 2012, Tableaux A30 et A31.

Afin de définir plus précisément le processus de *primarisation*, le tableau 7 démontre les résultats au niveau de la structure des exportations brésiliennes vers la Chine entre 2009 et 2010, par rapport aux exportations vers le reste du monde. Entre ces deux années, tandis que les exportations brésiliennes de produits primaires vers la Chine ont augmenté de 62,5 %, celles de produits industriels ont diminué de 15,4 %<sup>12</sup>. Dans le cas des exportations vers le reste du monde, les exportations de biens primaires ont augmenté de 32,5 % et celles de produits industriels de 24,1 %. Ces données démontrent que la *primarisation* dans la structure des exportations est un facteur étroitement lié à la structure de la demande en Chine.

**Tableau 7 : Évolution de la structure d'exportation du Brésil en Chine et vers le monde**

Année		2009		2010		Changement %	
		Chine	Reste monde	Chine	Reste monde	Chine	Reste monde
<b>Primaire</b>	Valeur*	17,6	72,7	28,6	96,3	62,5	32,5
	Part %	87,5	54,7	92,9	56,3		
<b>Industriel</b>	Valeur*	2,6	55,5	2,2	68,9	-15,4	24,1
	Part %	12,5	41,8	7,1	40,3		
<b>Exportations totales*</b>		20,2	132,8	30,8	171,1	52,5	29,4

\*Milliards de dollars

Sources : OMC. 2012, Tableaux A20.

Le tableau 10 comprend des données de la dernière décennie qui confirment d'abord que la tendance vers la *primarisation* des exportations régionales se maintient dans le temps, et par ailleurs, que ce n'est pas une tendance légère mais un changement substantiel. En 2001, la valeur des exportations de produits primaires d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale a atteint 61 % de la valeur du total des exportations de biens. Ce pourcentage était passé à 71 % en 2011. Cette tendance se manifeste également quand il s'agit d'exportations régionales vers la Chine. Dans ce cas, la relation entre les ventes de biens primaires et le total des exportations est passée de 83 % à 94 % sur la période analysée.

Ce processus de *primarisation* (ou de *désindustrialisation*) dans la structure des exportations se manifeste même dans le cas de la plus grande économie de la région, le Brésil, qui a un secteur industriel important. Comme le démontre le tableau 8, la valeur des exportations de produits primaires du Brésil s'élève à 44 % de la valeur des exportations totales; en 2011, ce chiffre est passé à 64 %. Dans le cas précis de la structure des exportations du Brésil vers la Chine, on constate également une augmentation de la part des exportations de biens primaires, allant de 72 % à 93 % par rapport à la

<sup>12</sup> Cette tendance est confirmée par plusieurs études. Par exemple, l'ambassade d'Espagne à Brasilia 2011 signale que « Par rapport à 2009, les exportations de produits primaires ont augmenté de 45,3 %, ce qui représente 44,6 % du total des exportations en provenance du Brésil. Pendant ce temps, les ventes de produits semi-manufacturés et manufacturés ont augmenté de 37,6 % et 18,1 %, respectivement. En dépit de la baisse des exportations de produits industrialisés, les manufactures représentent 39,4 % des exportations totales ».

valeur des exportations totales de biens.

**Tableau 8 : Part de biens du secteur primaire\* dans les exportations**

<b>Année</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>
<b>DirectExport</b>											
<b>S et</b>	61	60	60	61	62	64	66	68	68	69	71
<b>Brésil→Monde</b>	44	45	47	45	46	48	50	53	59	62	64
<b>S et</b>	83	82	79	86	87	88	89	92	91	94	94
<b>Brésil→Chine</b>	72	75	66	78	79	84	85	89	87	93	93

\*Produits agricoles, carburants et produits miniers.

S et AC : Sud et Amérique centrale.

Monde : monde.

Source : <http://stat.wto.org/StatisticalProgram/WSDBViewData.aspx?Language=E>.

Cependant, ce processus de *primarisation* n'a pas eu des conséquences négatives sur les économies puisque ces dernières années, la demande mondiale de matières premières est devenue si importante que les termes de l'échange pour la région se sont nettement améliorés. Comme l'indique le tableau 9, entre 2000 et 2011, le taux des termes de l'échange présente une amélioration cumulée de 75 %. Les données concernant l'évolution du prix des exportations indiquent que l'amélioration des termes de l'échange n'est pas due à la baisse du prix des importations, mais à des améliorations notables dans le prix des exportations.

**Tableau 9 : Amérique latine\* : évolution du prix des exportations et des termes de l'échange**

<b>Année</b>	<b>Indice prix exportations</b>	<b>Indice termes échange</b>
<b>2001</b>	-8,2	-6,1
<b>2002</b>	-0,2	1,8
<b>2003</b>	8,5	5,5
<b>2004</b>	18,3	9,1
<b>2005</b>	17,4	9,5
<b>2006</b>	20,4	14,9
<b>2007</b>	10,8	4,9
<b>2008</b>	16,7	5,0
<b>2009</b>	-16,8	-8,2
<b>2010</b>	21,7	14,0
<b>2011</b>	20,8	9,7
<b>Accumulé TermEchange</b>		<b>+ 75 %</b>

\*Concerne les pays qui produisent 93 % du PIB régional (Brésil, Argentine, Chili, Colombie, Mexique, Pérou et Venezuela).

BID (<http://www.iadb.org/en/research-and-data/statistics-and-databases,3161.html>).

Malgré l'impact positif de la croissance rapide de l'économie chinoise, l'évolution positive des termes de l'échange causée par la forte demande chinoise en matières premières produites dans la région, et malgré la possibilité d'une augmentation substantielle des investissements directs de la Chine, la question se pose sur les risques sous-jacents. Une réduction, même marginale, des taux de croissance de la Chine, si elle se maintient dans le temps, aurait un impact sérieux sur la valeur des exportations

latino-américaines. La région est particulièrement vulnérable compte tenu de la structure des exportations mentionnée ci-dessus et de leur *primarisation*<sup>13</sup>.

### **Avenir : économie de la Chine, l'heure de la prudence?**

La mondialisation par la Chine est peut-être sur le point de montrer certaines réalités des économies latino-américaines qui ont été négligées face à l'euphorie exportatrice absorbée par le géant asiatique. Le coût de la *primarisation* pourrait être reporté en permanence si la relation offre-demande maintenait les prix en hausse dans le temps. Mais cette possibilité dépend de l'avenir de l'économie chinoise. La CEPALC et l'OCDE ont averti que, bien que l'augmentation du commerce avec la Chine dans la région ait constitué un des facteurs ayant contribué à la reprise économique rapide, « elle comporte aussi une plus grande sensibilité à un éventuel ralentissement de la croissance chinoise, transmis à la fois par la baisse de la demande de produits latino-américains et par son effet sur les prix des matières premières. Ces deux phénomènes auraient un fort impact sur les comptes budgétaires de nombreux pays de la région<sup>14</sup> ».

L'économie chinoise a peut-être commencé un processus de ralentissement. Selon le New York Times, l'industrie chinoise souffre d'une accumulation sans précédent de stocks. Il semble que « les importations sont déjà stagnantes, notamment celles de matières premières<sup>15</sup> ».

En tout état de cause, même en l'absence de ces dangers, les autorités des pays de la région, et en particulier ceux qui ont le plus bénéficié du « boom » exportateur de produits primaires, devraient s'interroger sur les conséquences de la structure économique de ce type de relations commerciales. Les gains de productivité, essentiels pour assurer la croissance économique, le niveau supérieur d'emploi et la hausse des salaires ont été liés au développement du secteur industriel dans la plupart des pays du monde. Des pays comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont réussi à développer une économie reposant sur les exportations de biens primaires, mais il n'en demeure pas moins qu'ils ont eu des institutions favorables à l'investissement et à la prise de risques et qu'ils détiennent des densités de population très faibles par rapport aux conditions qui existent en Amérique latine. Cette comparaison ou celle que l'on peut faire avec les économies pétrolifères du désert n'est donc pas pertinente pour comprendre les dangers des stratégies de développement axées sur l'exploitation des ressources naturelles, et ce, dans les pays où la pression démographique et les niveaux d'urbanisation demandent une activité économique diversifiée, intensive quant à l'emploi, et à forte valeur ajoutée.

### **Bibliographie**

Asian Development Bank (ADB), Inter-American Development Bank (IDB). 2012. *Shaping the Future of the Asia and the Pacific–Latin America and the Caribbean Relationship*. Manila and Washington DC.

---

<sup>13</sup> “The surge has clearly been dominated by a commodity-for-manufacturing pattern, deepening what has been a hallmark of the Asia and the Pacific–LAC relationship since its early days despite profound structural changes taking place in the two regions. This pattern of trade has translated into a high concentration of LAC’s exports in a small number of basic commodities: iron ore, copper, soy, oil, sugar, paper pulp, and poultry; these goods correspond to 70% of all exports. For its part, Asia and the Pacific exports a wide range of manufactured goods, including ships, cars, electronics, equipment, and parts and components. In addition to the geographical and product concentration, and to a great extent as a consequence of them, the surge has also been marked by some trade imbalances, particularly in relationships involving Mexico and Central America, which do not export commodities.” ADB and IDB 2012, pp xv.

Kelly 2011 met l'accent sur ce point quand il affirme : “The continent is already proving fertile ground for the raw materials China needs to sustain its economic growth. The country imports soy from Argentina, copper from Chile, iron ore from Brazil and zinc from Peru. In 2010 Chinese deals with Latin America topped \$100bn. ... This growing influx of Chinese wealth has been credited with helping Latin American nations weather the recent financial crisis and expand access to global markets. Beijing has earmarked billions of dollars for much-needed infrastructure, transport, energy and defence projects across the continent in line with its remodelled and rebranded foreign trade strategy, which it has been selling to the developing world as an alternative model for ending poverty... China’s determination to take advantage of the spending power of Latin America’s emerging middle classes through flooding local markets with cheap Chinese goods could also affect the growth of domestic manufacturing, often vital to growing local employment and income opportunities and to reducing poverty”.

<sup>14</sup> CEPAL et OECD 2012, p. 10.

<sup>15</sup> New York Times, 24 août 2012.



<http://www.adb.org/sites/default/files/pub/2012/shaping-future-asia-lac.pdf>.

Busso, Matías, Lucía Madrigal and Carmen Pagés. 2012. "Productivity and Resource Misallocation in Latin America", *Working Paper Series No. IDB-WP-306*, Interamerican Development Bank, Washington DC

(<http://idbdocs.iadb.org/wsdocs/getdocument.aspx?docnum=36816832>)

CEPAL. 2011. *Balance Preliminar de las Economías de América Latina y el Caribe*, Santiago, Chile.

CEPAL. 2012. "La reacción de los gobiernos de las Américas frente a la crisis internacional: Seguimiento de las medidas de política, actualización al 31 de diciembre de 2011" (Versión preliminar)

CEPAL & OECD. 2011. *Perspectivas Económicas de América Latina 2012: Transformación del Estado para el Desarrollo*, OECD Publishing.

(<http://dx.doi.org/10.1787/leo-2012-es>).

CEPAL & OIT. 2011. "Políticas Anticíclicas para una Recuperación Sostenida del Empleo", *Coyuntura Laboral en América Latina y el Caribe*, No 5

Cesa-Bianchi, Ambrogio, M. Hashem Pesaran Alessandro Rebucci and TengTeng Xu. 2011. "China's Emergence in the World Economy and Business Cycles in Latin America", Working paper Series No. IDB-WP-266, Interamerican Development Bank, Washington DC.

(<http://idbdocs.iadb.org/wsdocs/getdocument.aspx?docnum=36397788>)

Didier, T, Constantino Hevia y Sergio Schmukler. 2011. "Emerging Market Resilience", *Vox*, 9 August.

(<http://www.voxeu.org/article/resilience-emerging-markets-during-global-crisis>)

Eichengreen, Barry, Donghyun Park and Kwanho Shin. 2011. "When Fast Growing Economies Slow Down: International Evidence and Implications for China", *NBER Working Paper Series No 16919*.

Embajada de España en Brasilia. 2011. *Estructura Económica Brasil*. Oficina Económica y Comercial, p.17.

(<http://www.oficinascomerciales.es/icex/cma/contentTypes/common/records/mostrarDocumento/?doc=4132306>)

IDB. 2010. "Ten Years After the Take-off: Taking Stock of China-Latin America and the Caribbean Economic Relations", Interamerican Development Bank, Washington DC,

(<http://idbdocs.iadb.org/wsdocs/getdocument.aspx?docnum=35410652>)

InterAmerican Dialogue. 2012. "Is Latin America Ready for the Next Decade?", XV Annual CAF Conference, Washington DC.

Kelly, Annie. 2011. "Who really benefits from China's trade with Latin America?" *The Guardian* 16 February, London.

(<http://www.guardian.co.uk/global-development/poverty-matters/2011/feb/16/china-latin-america-trade-benefit?INTCMP=SRCH>)

Koleski, Katherine. 2011. "Backgrounder: China in Latin America", *U.S.-China Economic & Security Review Commission*, USA Government, May 27, Washington DC

([http://www.uscc.gov/Backgrounder\\_China\\_in\\_Latin\\_America.pdf](http://www.uscc.gov/Backgrounder_China_in_Latin_America.pdf))

Kuroda, Haruhiko and Luis Alberto Moreno. 2012. "From galleons to globalization", *China Daily*, 17 agosto.

([http://www.chinadaily.com.cn/cndy/2012-05/04/content\\_15204722.htm](http://www.chinadaily.com.cn/cndy/2012-05/04/content_15204722.htm))

Lusting, Nora. 2012. "Taxes, Transfers and Income Redistribution in Latin America", *Inequality in Focus* (World Bank), Volume 1, No 2

Myers, Margaret. 2012. "Comparing Chinese and Indian Engagement in Latin America", *Foreign Policy Research Center*, New Delhi, India, July 9

New York Times 2012, 24 agosto

[http://www.nytimes.com/2012/08/24/business/global/chinas-economy-besieged-by-buildup-of-unsold-goods.html?\\_r=1&nl=todaysheadlines&emc=edit\\_th\\_20120824](http://www.nytimes.com/2012/08/24/business/global/chinas-economy-besieged-by-buildup-of-unsold-goods.html?_r=1&nl=todaysheadlines&emc=edit_th_20120824))

Rodriguez-Mendoza, Miguel. 2011. "Inter-American Trade and Investment Relations: The Last Decade", in *A Decade of Change. Political, Economic and Social Developments in Western Hemispheric Affairs*. Interamerican Dialogue, Washington DC.

Santiso, Javier. 2007. "El impacto de China en América Latina", AmerSur, Noviembre

<http://www.amersur.org.ar/Pollnt/Santiso0711.htm>)

SELA. 2012. "El actual panorama económico mundial y sus implicaciones para América Latina y el Caribe", *Notas Estratégicas*, No 1 Febrero.

World Trade Organization. 2012. International Trade Statistics. Appendix Tables.

[http://www.wto.org/english/res\\_e/statis\\_e/its2011\\_e/its11\\_appendix\\_e.htm](http://www.wto.org/english/res_e/statis_e/its2011_e/its11_appendix_e.htm))